

ministre du Commerce, et dont il a été question, ce comité devait être proposé et il l'a été. A ma connaissance, nous étions toujours disposés à procéder à l'institution du comité, quand l'ordre des travaux de la Chambre le permettrait.

M. le président: Je dois insister davantage pour dire qu'en somme il s'agit d'une discussion visant uniquement la procédure à suivre et que nous devrions étudier le crédit en délibération.

M. Dickey: Le député de Lambton-Ouest a parlé assez longuement des recherches, et de leur importance. Les députés sont certes d'avis que ce que le ministre du Commerce et d'autres ont dit ici de cette question, à maintes reprises, révèle que le sujet est d'une très grande importance. D'après le député de Lambton-Ouest, il importe de pousser les recherches au Canada. Je puis assurer au député et à tous les membres du comité que c'est ce qui se fait depuis nombre d'années.

Le député de Lambton-Ouest dit que, de l'avis de nombre de personnes averties au Canada, notre pays se laisse distancer en ce domaine. Quand elles disent cela, je suis sûr que ces personnes ne parlent pas de plusieurs domaines importants faisant l'objet de recherches et que, si elles connaissent la réalité, elles ne disent pas cela des travaux de recherches que poursuit l'État. Le niveau des recherches effectuées par l'État se compare favorablement avec ce qui se fait dans n'importe quel pays. Actuellement, l'État affecte environ 70 millions par année aux recherches, montant qui, proportionnellement à la population, se compare avantageusement avec les dépenses de n'importe quel gouvernement des autres pays au chapitre des recherches à des fins non militaires.

Pour ce qui est de la recherche dans les universités, des progrès satisfaisants ont été enregistrés grâce à l'aide de l'État et aux sommes dépensées à cette fin par les universités elles-mêmes. Notre situation à ce propos est très satisfaisante.

Il est vrai que dans le domaine des recherches industrielles, le Canada n'occupe pas une position aussi avantageuse que nombre de pays plus complètement industrialisés. Il y a, à cela, plusieurs raisons. Je ne traiterai pas la question dans le détail cet après-midi. Cependant, on reconnaîtra, je crois, que certaines industries canadiennes qui sont bien organisées et pour lesquelles les recherches sont importantes, ont fait leur marque dans ce domaine. Qu'il me suffise de mentionner à ce sujet l'industrie de la pâte de bois et du papier. Cependant, plusieurs facteurs influent sur la quantité et l'étendue des recherches industrielles au Canada. Je suis certain que

[M. Dickey.]

l'honorable député le reconnaît. Il reconnaîtra également, je crois, que l'industrie canadienne prend une part de plus en plus active aux recherches et s'y intéresse davantage, pour son plus grand profit.

Je puis assurer à l'honorable député que le Conseil national de recherches collabore avec l'industrie canadienne à cet égard dans la mesure du possible, et je sais que cette collaboration se continuera. C'est une question à laquelle nous nous intéressons et continuerons de nous intéresser. L'expansion que prendront les recherches au pays au cours des quelques prochaines années sera de nature à plaire à tous.

M. Hees: Monsieur le président, je tiens à mettre au point une ou deux observations que l'adjoint parlementaire a faites à propos de ce que j'ai dit. Pour autant que je puisse voir, il a essayé de créer l'impression que j'avais laissé entendre que le Gouvernement n'avait jamais rien fait pour favoriser les recherches. Je n'ai rien laissé entendre de la sorte.

M. Hosking: Vous n'avez fait que cela.

M. Hees: Calmez-vous donc. Il a insinué que je n'avais pas reconnu que, dans le domaine des recherches en atomistique, le gouvernement avait réalisé des progrès considérables. Je n'ai pas traité la question du tout, et je n'ai nullement laissé entendre que le gouvernement avait fait preuve de léthargie à cet égard. J'ai parlé d'un aspect particulier des recherches, c'est-à-dire les recherches industrielles. Ainsi que l'a déclaré l'adjoint parlementaire, et je me sers de ses propres paroles: "Notre situation est moins favorable que celle de nos concurrents." Je sais combien l'industrie a besoin de l'expansion de son programme de recherches industrielles. J'aimerais voir avancer ce programme. J'ai l'impression qu'un comité parlementaire serait utile pour mettre en œuvre un tel programme. Voilà pourquoi j'ai pris la parole à ce sujet cet après-midi; ce n'était pas en vue de critiquer le gouvernement au sujet des autres domaines de recherches, mais simplement pour l'exhorter à intensifier ses recherches en ce domaine-là de façon à en faire bénéficier notre économie.

M. Low: Je n'ai pas très bien entendu les paroles de l'adjoint parlementaire au ministre, surtout, je crois, parce qu'il adressait ses observations à ses préopinants de l'autre côté de la Chambre. N'a-t-il pas dit que le Gouvernement dépense actuellement 70 millions de dollars par an pour les recherches non militaires? Si c'est là le chiffre exact, l'honorable député voudrait-il nous dire où se trouvent ces montants dans le budget des